



FCPE - CDPE 976  
Conseil Départemental des Parents d'Elèves  
13, rue Mdallah FOUNDI –  
97650 M'ITSANGAMOUI  
Courriel : [cdpe976@gmail.com](mailto:cdpe976@gmail.com)

## Madame la Ministre de l'Education Nationale

### Objet : Refus de cautionner une opération de communication – La FCPE 976 exige des actes, pas des photos

Madame [Nom de l'adjointe],

La FCPE 976 accuse réception de votre invitation à participer à la visite de Madame la Ministre le 18 août au collège de Mgombani.

Nous déclinons fermement cette invitation. Cette visite s'apparente à une opération de communication, alors que la situation scolaire à Mayotte relève d'une urgence humanitaire, sociale et républicaine.

#### Huit mois après le cyclone Chido :

- Aucune salle de classe n'a été reconstruite, sur les 3 000 détruites ou endommagées selon les rapports de la Préfecture.
- 15 000 enfants – soit un sur quatre – sont privés d'école (source : Défenseure des droits, juin 2025), sans qu'un recensement officiel n'ait été publié par l'État.
- Les "vacances apprenantes", présentées comme une solution, relèvent du mépris : comment « apprendre » sans salles, sans enseignants titulaires (50 % de contractuels à Mayotte), et sans matériel ?
- La rentrée de janvier 2025 fut un fiasco organisé. Celle de septembre s'annonce tout aussi chaotique, sans aucun plan crédible communiqué aux familles.

#### Ce que vivent nos enfants n'est pas une difficulté passagère. C'est une honte pour la République.

- Une injustice inacceptable ailleurs sur le territoire national : un enfant mahorais a six fois moins de chances d'avoir une salle de classe qu'un enfant en métropole (en raison des quadruples rotations scolaires).
- Un mépris systémique, répété année après année : les promesses (ex. : « 1 200 salles d'ici 2026 ») restent des coquilles vides. Où sont les chantiers ? Où sont les budgets ?
- Une urgence humanitaire qui ne peut plus être niée : des élèves étudient sous des bâches, dans des écoles insalubres, ou ne sont tout simplement pas scolarisés.

En janvier 2025, **nous avons alerté Madame la Ministre** (cf. courrier joint) pour exiger l'alignement immédiat de Mayotte sur les standards républicains. **Aucune réponse.**

En juillet 2025, **nous avons relancé la Rectrice** pour obtenir un bilan et des perspectives. **Silence radio.**

En juillet 2025, **nous avons relancé la Rectrice** pour obtenir un bilan et des perspectives.  
**Silence radio.**

**Nous exigeons, avant toute communication gouvernementale :**

- **Un plan de reconstruction signé et daté**, précisant le nombre exact de salles à reconstruire, avec la liste des établissements prioritaires, un calendrier mensuel précis (ex. : « 100 salles livrées d'ici décembre 2025 ») et un budget détaillé, avec l'origine des fonds (État, Europe, collectivités).
- **La création d'une cellule de crise associative ou comité technique d'urgence**, réunissant les représentants des parents d'élèves, des collectivités et de l'État, dotée d'un pouvoir de contrôle et de réunions hebdomadaires avec **comptes-rendus publics**.
- Une transparence totale sur la réponse de l'État à la situation scolaire à Mayotte, incluant la publication des chiffres réels de non-scolarisation par commune.
- **Un engagement solennel de l'Etat sur la création d'un GIP Observatoire de la Violence à Mayotte (OVM)** qui est pourtant à l'initiative concertée du Rectorat de Mayotte et des institutions de l'Etat depuis 2019 mais que les services de l'Etat refusent d'accompagner alors que la violence reste un fléau quotidien qui impacte la scolarité de nos enfants et de la population de façon globale.
- **L'élargissement du Pass Culture** à Mayotte afin de permettre aux familles d'acquérir des manuelles pour leur enfant à la rentrée

**Sans ces engagements publics et contraignants, notre présence ne servirait qu'à :**

- Légitimer un État défaillant.
- Offrir aux médias une image trompeuse de la réalité dramatique de notre territoire.
- Trahir les 15 000 enfants abandonnés.

Nous choisissons donc de ne pas participer à ce théâtre et appelons solennellement les médias à couvrir la réalité du terrain et les élus à exiger des comptes à Paris.

Nous restons disponibles et sollicitons une rencontre de travail sérieuse.

FCPE 976

**CDPE 976**

**Copie :**

- *Médias* : Le Journal de Mayotte, Mayotte 1ère, Libération, Le Monde, AFP
- *Institutions* : Défenseure des droits, Préfecture de Mayotte, Rectorat
- *Élus* : Députés et sénateurs de Mayotte, Président du Conseil départemental, Association des maires

**Pièce jointe :**

- Courrier à Madame la Ministre (Janvier 2025)